Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Michel | 68050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Daniel Prince, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Michel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature  Date 22 mai 2025

RAPPORT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Michel

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Michel au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Michel inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LLG CPA inc.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A122500
Saint-Rémi, le 22 mai 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	4 978 100	5 038 879	4 925 294
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 000	15 336	15 088
Quotes-parts	3			
Transferts	4	416 200	509 941	598 651
Services rendus	5	342 500	565 318	583 362
Imposition de droits	6	255 000	319 753	798 987
Amendes et pénalités	7	12 500	11 782	9 333
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	19 000	63 699	47 308
Autres revenus	10	149 100	284 481	250 994
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 188 400	6 809 189	7 229 017
Charges				
Administration générale	14	1 033 800	1 094 301	1 084 394
Sécurité publique	15	1 085 650	1 328 310	1 355 929
Transport	16	965 080	1 492 697	1 354 864
Hygiène du milieu	17	766 700	1 300 731	1 296 574
Santé et bien-être	18	6 050	6 049	4 661
Aménagement, urbanisme et développement	19	319 300	282 536	302 327
Loisirs et culture	20	911 600	1 351 087	1 173 987
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	518 320	616 995	534 069
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 606 500	7 472 706	7 106 805
Excédent (déficit) lié aux activités	25	581 900	(663 517)	122 212
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		17 556 261	17 434 049
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		17 556 261	17 434 049
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		16 892 744	17 556 261

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	70 801	32 801
Débiteurs (note 5)	2	2 303 435	3 141 639
Prêts (note 6)	3	21 745	
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	2 395 981	3 174 440
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	406 125	584 659
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	505 688	533 780
Revenus reportés (note 11)	12	60 150	53 825
Dette à long terme (note 12)	13	14 516 813	14 076 724
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	15 488 776	15 248 988
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 092 795)	(12 074 548)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	29 930 904	29 566 252
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	48 545	64 557
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	6 090	
	23	29 985 539	29 630 809
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	16 892 744	17 556 261
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	16 892 744	17 556 261
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	16 892 744	17 556 261

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	581 900	(663 517)	122 212
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(3 166 000)	(1 506 142)	(666 914)
Produit de cession	3			20 099
Amortissement	4		1 141 490	1 133 611
(Gain) perte sur cession	5			(20 099)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(3 166 000)	(364 652)	466 697
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		16 012	6 302
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(6 090)	
	13		9 922	6 302
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 584 100)	(1 018 247)	595 211
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 074 548)	(12 669 759)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 074 548)	(12 669 759)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(13 092 795)	(12 074 548)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(663 517)	122 212
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 141 490	1 133 611
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	3.1		(20 099)
	4	477 973	1 235 724
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	838 204	765 741
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(28 092)	(105 719)
Revenus reportés	8	6 325	(18 976)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	16 012	6 302
Autres actifs non financiers	12	(6 090)	
	13	1 304 332	1 883 072
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 506 142)	(666 914)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		20 099
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 506 142)	(646 815)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(21 745)	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23	(21 745)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	7 267 400	366 600
Remboursement de la dette à long terme	25	(6 766 634)	(1 087 961)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(178 534)	(560 586)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(60 677)	13 930
Autres			
▪	28.1		
	29	261 555	(1 268 017)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	38 000	(31 760)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	32 801	64 561
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	32 801	64 561
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	70 801	32 801

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Michel est constituée et régie en vertu du Code municipal du Québec (L.R.Q., c.C-27.1) et ses amendements. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations corporelles et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds – Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties sen fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

INFRASTRUCTURES
- Chemins, rues et ponts : 40 ans
- Resurfaçage : 15 ans
- Réseau d'éclairage : 20 ans
- Terrain de jeux : 20 ans
- Autres : 15, 20 et 40 ans

BÂTIMENTS : 40 ans

VÉHICULES : 10 et 20 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU
- Ameublement : 10 ans
- Équipement informatique : 5 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT
- Égout: 20 ans
- Voirie : 10 ans
- Sécurité civile : 10 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatés à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passés en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur marchande.

Stocks de fournitures

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateurs;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subventions) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisation déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Financement à long terme des activités de fonctionnement – Frais d'émission de la dette à long terme : est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Financement à long terme des activités de fonctionnement – Autres : est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP – Financement des activités de fonctionnement : est amorti au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au 1er janvier 2024, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'il relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, il doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, il utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribués à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, il procède à une estimation à l'aide des informations dont il dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

Actifs incorporels

Le 1er janvier 2024, la municipalité a adopté, les recommandations de la NOSP-8 « Éléments incorporels achetés ». Cette note d'orientation, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un actif incorporel acheté. Un actif incorporel acheté doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la note d'orientation sont respectés. L'adoption de cette note d'orientation n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	70 801	32 801
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	70 801	32 801
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	70 801	32 801
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	271 558	221 910
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 603 076	2 170 013
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	5 597	276 926
Organismes municipaux	13	117 770	65 906
Autres			
▪ Mutations	14.1	56 831	64 755
▪ Divers	14.2	248 603	342 129
	15	2 303 435	3 141 639
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 431 933	1 972 568
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 431 933	1 972 568
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	856 777	902 366
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	227 050	693 584
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	18 380	2 400
Ministère de la Culture et des Communications	25	370 067	411 700
Autres ministères/organismes	26	130 802	159 963
	27	1 603 076	2 170 013

Note

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants : 2025 : 106 357 $ 2026 : 109 864 $ 2027 : 107 945 $ 2028 : 109 869 $ 2029 : 111 855 $ 2030 et plus : 886 043 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme ont des taux d'intérêts variant entre 1,67% à 4,55% et viennent à échéance entre 2026 et 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Particuliers	30.1	21 745	
	31	21 745	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La municipalité dispose d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement, au montant autorisé de 1 500 000 $, dont 1 420 244 $ est inutilisé au 31 décembre 2024.

Une autre marge de crédit au montant autorisé de 1 849 681 $ sert de financement temporaire pour un projet d'investissement qui sera financé à long terme, dont 1 590 099 $ est inutilisé au 31 décembre 2024.

Elle dispose également d'une marge de crédit supplémentaire pour les activités d'investissement au montant autorisé de 213 442 $, dont 168 400 $ est inutilisé au 31 décembre 2024.

Elle dispose également de 4 autres marge de crédit autorisé en financement temporaire pour divers projets d'investissements pour un total de 1 568 000 $, dont 1 546 255 $ est inutilisé au 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	147 812	174 083
Salaires et avantages sociaux	44	115 325	109 927
Dépôts et retenues de garantie	45	69 620	111 213
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	47.1	172 931	138 557
	48	505 688	533 780

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	5 083	5 016
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	35 406	16 183
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	11 700	24 665
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Recouvrement branchement égoût	62.1	7 961	7 961
	63	60 150	53 825

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,41	5,54	2029	2049	64	14 172 200	14 091 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,36		2032		68	421 446	1 280
Autres					69		
					70	14 593 646	14 092 880
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(76 833)	(16 156)
					72	14 516 813	14 076 724

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		731 700	43 922		775 622
2026	74		762 900	46 335		809 235
2027	75		796 500	48 881		845 381
2028	76		829 700	51 566		881 266
2029	77		858 600	54 399		912 999
2030 et plus	78		10 192 800	176 343		10 369 143
	79		14 172 200	421 446		14 593 646
Intérêts et frais accessoires	80			( )		( )
	81		14 172 200	421 446		14 593 646

Note

Les remboursements de capital sont composés des remboursements annuels sans considération des refinancements de dette à long terme

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	60 162	56 639
Régimes de retraite des élus municipaux	89	15 760	15 394
	90	75 922	72 033

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	( )	( )
Charge de désactualisation[1]	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102	16 690 977			16 690 977
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	11 395 827			11 395 827
Autres					
▪ Autres	104.1	1 688 503	95 896		1 784 399
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	5 825 735	20 393		5 846 128
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	794 805	470 405		1 265 210
Ameublement et équipement de bureau	109	277 119	14 286		291 405
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 255 518	151 136		1 406 654
Terrains	111	622 414	687 817		1 310 231
Autres	112				
	113	38 550 898	1 439 933		39 990 831
Immobilisations en cours	114	165 753	66 209		231 962
	115	38 716 651	1 506 142		40 222 793
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117	3 984 158	452 323		4 436 481
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	2 254 307	325 347		2 579 654
Autres					
▪ Autres	119.1	346 717	62 493		409 210
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 123 165	140 140		1 263 305
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	602 849	33 135		635 984
Ameublement et équipement de bureau	124	186 428	48 338		234 766
Machinerie, outillage et équipement divers	125	652 775	79 714		732 489
Autres	126				
	127	9 150 399	1 141 490		10 291 889
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	29 566 252			29 930 904
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	10 242	426 900	10 242	426 900
Amortissement cumulé	130	(3 072)	( )	(3 072)	( )
Valeur comptable nette	131	7 170			426 900

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	6 090	
Autres			
▪	144.1		
	145	6 090	

Note

19. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2024, la municipalité a des engagements contractuels pour le déneigement, la location d'un véhicule, la location d'un terrain et la réfection de l'aréna régional au montant total de 1 385 233$ jusqu'en 2037. Les versements pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2025	453 289 $
2026	457 419 $
2027	299 730 $
2028	27 015 $
2029	24 642 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

Dans le cadre d'une entente avec Kruger Énergie Montérégie S.E.C., la municipalité reçoit des contributions annuelles par éoliennes installées sur son territoire. Les sommes à recevoir pour les prochains exercices s'élèvent à 890 481 $.

2025 : 176 324 $
2026 : 177 206 $
2027 : 178 092 $
2028 : 178 982 $
2029 : 179 877 $

Dans le cadre de programmes de subventions sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 322 547 $ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir 111 329 $ dans ces travaux.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2024	Solde des cautionnements 2023
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪	148.1			
	149			
	150			

S.O

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié son exposition au risque de taux d'intérêts suite au renouvellement et à l'émission de dettes à taux fixe.

Les taux d'intérêts sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

Les taux d'intérêts sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont fixes et présentés à la note 5 du rapport financier.

27. Opérations non-monétaires

Au cours de l'exercice, la municipalité a fourni gratuitement des locaux à divers organismes pour une juste valeur de 33 290 $ (29 575 $ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour mauvaises créances n'est comptabilisée en lien avec ses instruments financiers au 31 décembre 2024.

Voir note complémentaire 5 pour le détail des débiteurs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Voir note complémentaire 5 pour le détail des débiteurs.

Voir note complémentaire 10 pour le détail des créditeurs.

Voir note complémentaire 12 pour le détail de la dette à long terme.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 978 100	5 038 879		5 038 879	4 925 294
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 000	15 336		15 336	15 088
Quotes-parts	3					
Transferts	4	416 200	434 912		434 912	322 136
Services rendus	5	342 500	565 318		565 318	583 362
Imposition de droits	6	255 000	319 753		319 753	798 987
Amendes et pénalités	7	12 500	11 782		11 782	9 333
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	19 000	63 699		63 699	47 308
Autres revenus	10	149 100	217 995		217 995	194 128
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 188 400	6 667 674		6 667 674	6 895 636
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 005 000	75 029		75 029	276 515
Imposition de droits	16	30 000				
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18	58 000	66 486		66 486	56 866
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	2 093 000	141 515		141 515	333 381
	22	8 281 400	6 809 189		6 809 189	7 229 017
Charges						
Administration générale	23	1 033 800	1 053 471	40 830	1 094 301	1 084 394
Sécurité publique	24	1 085 650	1 229 157	99 153	1 328 310	1 355 929
Transport	25	965 080	1 115 907	376 790	1 492 697	1 354 864
Hygiène du milieu	26	765 700	863 416	437 315	1 300 731	1 296 574
Santé et bien-être	27	6 050	6 049		6 049	4 661
Aménagement, urbanisme et développement	28	319 300	282 536		282 536	302 327
Loisirs et culture	29	911 600	1 163 685	187 402	1 351 087	1 173 987
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	518 320	616 995		616 995	534 069
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 141 490	(1 141 490)		
	34	5 606 500	7 472 706		7 472 706	7 106 805
Excédent (déficit) lié aux activités	35	2 674 900	(663 517)		(663 517)	122 212

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 674 900	(663 517)	122 212
Moins : revenus d'investissement	2	(2 093 000)	(141 515)	(333 381)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	581 900	(805 032)	(211 169)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 141 490	1 133 611
Produit de cession	5			20 099
(Gain) perte sur cession	6			(20 099)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 141 490	1 133 611
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		112 000	29 900
Remboursement de la dette à long terme	17	(580 200)	(600 397)	(569 120)
	18	(580 200)	(488 397)	(539 220)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(185 000)	(67 815)	(32 150)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	255 000		
Excédent de fonctionnement affecté	21		255 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(71 700)	(78 426)	(45 072)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(64 307)	10 297
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 700)	44 452	(66 925)
	26	(581 900)	697 545	527 466
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(107 487)	316 297

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024 Réalisations	2023 Réalisations
Revenus d'investissement	1	141 515	333 381
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(727 828)	(71 094)
Sécurité publique	3	(441 093)	(36 876)
Transport	4	(87 775)	(259 645)
Hygiène du milieu	5	(32 006)	(26 457)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	(217 440)	(272 842)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )
	11	(1 506 142)	(666 914)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(21 745)	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 529 800	187 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	67 815	32 150
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	63 000	
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	37 757	28 603
	19	168 572	60 753
	20	170 485	(419 161)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	312 000	(85 780)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 666 300	1 924 884	1 864 971
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	391 200	393 961	385 814
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 085 716	2 380 379	2 233 778
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	426 000	520 230	440 552
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	49 800	36 921	33 827
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	42 520	59 844	59 690
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	831 264	852 012	743 594
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	113 700	159 505	210 241
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 141 490	1 133 611
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Mauvaise créance	21.1		1 301	727
▪ Réclamation de dommages	21.2		2 179	
	22	5 606 500	7 472 706	7 106 805

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(105 204)	94 739
Excédent de fonctionnement affecté	2		255 000
Réserves financières et fonds réservés	3	211 027	140 906
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(129 824)	(103 438)
Financement des investissements en cours	5	(10 745)	(322 747)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	16 927 490	17 491 801
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	16 892 744	17 556 261
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(105 204)	94 739
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	(105 204)	94 739
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2025	12.1		255 000
	13		255 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	14.1		
	15		
	16		255 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues	17.1	61 986	34 353
	18	61 986	34 353
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	22 180	13 144
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	110 861	81 409
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	16 000	12 000
Autres			
▪	30.1		
	31	149 041	106 553
	32	211 027	140 906

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
▪	43.1	( )	( )
	44	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53	(136 499)	(45 806)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	( )	( )
Autres			
▪ Honoraires professionnels	55.1	(60 178)	(60 178)
	56	(196 677)	(105 984)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	66 853	2 546
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	66 853	2 546
	63	(129 824)	(103 438)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	71 534	
Investissements à financer	65	(82 279)	(322 747)
	66	(10 745)	(322 747)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	29 930 904	29 566 252
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	21 745	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	29 952 649	29 566 252
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	29 952 649	29 566 252
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(14 516 813)	(14 076 724)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(76 833)	(16 156)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 431 933	1 972 568
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	136 499	45 806
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	55	55
	80	(13 025 159)	(12 074 451)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	( )	( )
	82	(13 025 159)	(12 074 451)
	83	16 927 490	17 491 801

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
*	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés permanents de la municipalité participent à un REER. Pour les employés cols blanc, la municipalité verse une contribution de 2 % du salaire brut annuel des employés. Ce montant est indexé d'un pourcentage à chaque 5 ans d'ancienneté jusqu'à un maximum de 4 %. Pour les employés cols bleus, La municipalité verse une contribution de 3 % du salaire brut annuel des employés. Ce montant est indexé d'un pourcentage à chaque 5 ans d'ancienneté jusqu'à un maximum de 5 %. Pour les employés cadres, la municipalité verse une contribution de 5 % à 7 % du salaire brut annuel des employés en fonction de la contribution de l'employé. Pour les pompiers, la municipalité verse une contribution égale à celle de l'employé jusqu'à un maximum de 2 % du salaire brut annuel des employés.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	60 162	56 639
Autres régimes	115		
	116	60 162	56 639

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6

Description du régime

La municipalité offre aux élus un régime de retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 172	4 053
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	15 760	15 394
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	15 760	15 394

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 785 000	3 789 973	3 667 088
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 785 000	3 789 973	3 667 088
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	241 500	248 582	240 986
Matières résiduelles	15	483 000	483 414	482 106
Autres				
▪ Cours d'eau	16.1		6 200	92 612
▪ Vidange des boues	16.2	26 700	27 633	42
Centres d'urgence 9-1-1	17		20 027	17 338
Service de la dette	18	441 900	463 050	425 122
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 193 100	1 248 906	1 258 206
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 193 100	1 248 906	1 258 206
	27	4 978 100	5 038 879	4 925 294

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31		4 003	3 693
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	16 000	11 333	11 395
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	16 000	15 336	15 088
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	16 000	15 336	15 088

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		2 181	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	10 000	622	
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	36 000	87 033	54 635
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	18 900	6 726	20 993
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			7 885
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76		15 043	
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	30 000	28 164	56 276
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	4 400	4 264	4 464
Autres	85	18 200	18 029	29 170
Réseau d'électricité	86			
	87	117 500	162 062	173 423

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		18 358	48 572
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	2 005 000		45 519
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		56 120	165 924
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126		551	16 500
Réseau d'électricité	127			
	128	2 005 000	75 029	276 515

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	110 000	84 112	92 467
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	188 700	188 738	56 246
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	298 700	272 850	148 713
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 421 200	509 941	598 651

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	75 000	123 902	199 659
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	75 000	123 902	199 659
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		34 351	
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		34 351	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	75 000	158 253	199 659

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187			1 889
	188			1 889
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196		22 538	
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203		22 538	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			8 167
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213		23 963	23 670
	214		23 963	31 837

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220		21 436	9 841
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223		4 724	3 149
	224		26 160	12 990
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	267 500	334 404	336 987
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	267 500	334 404	336 987
Réseau d'électricité	229			
	230	267 500	407 065	383 703
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	342 500	565 318	583 362

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	30 000	22 805	22 933
Droits de mutation immobilière	233	225 000	296 948	776 054
Droits sur les carrières et sablières	234	30 000		
Autres	235			
	236	285 000	319 753	798 987
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	12 500	11 782	9 333
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	19 000	63 699	47 308
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			20 099
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247	58 000	66 486	56 866
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	149 100	217 995	174 029
	250	207 100	284 481	250 994
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	198 000	186 943		186 943	174 190
Greffe et application de la loi	2	14 800	6 714		6 714	7 264
Gestion financière et administrative	3	768 750	807 643	40 830	848 473	853 265
Évaluation	4	52 250	52 171		52 171	49 675
Gestion du personnel	5					
Autres						
*	6.1					
	7	1 033 800	1 053 471	40 830	1 094 301	1 084 394
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	588 100	608 143		608 143	566 979
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	487 250	610 177	94 472	704 649	775 116
Sécurité civile	11	5 000	5 273		5 273	8 953
Autres	12	5 300	5 564	4 681	10 245	4 881
	13	1 085 650	1 229 157	99 153	1 328 310	1 355 929
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	555 310	709 484	376 790	1 086 274	974 289
Enlèvement de la neige	15	356 600	341 399		341 399	331 268
Éclairage des rues	16	31 600	43 456		43 456	38 432
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	21 570	21 568		21 568	10 875
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	965 080	1 115 907	376 790	1 492 697	1 354 864

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		34 630		34 630	
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	69 150	83 314	3 842	87 156	62 592
Réseaux d'égout	26	132 650	175 456	433 473	608 929	602 580
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	240 585	259 523		259 523	247 730
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	125 545	113 366		113 366	121 945
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	129 234	129 234		129 234	111 500
Traitement	32					
Matériaux secs	33	49 636	49 636		49 636	43 735
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	8 200	14 500		14 500	102 286
Protection de l'environnement	38	11 700	3 757		3 757	4 206
Autres	39					
	40	766 700	863 416	437 315	1 300 731	1 296 574
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	6 050	6 049		6 049	4 661
	45	6 050	6 049		6 049	4 661

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	304 000	267 221		267 221	285 037
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	15 300	15 315		15 315	17 290
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	319 300	282 536		282 536	302 327
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	269 650	308 878	117 895	426 773	348 860
Patinoires intérieures et extérieures	55	10 200	12 467		12 467	11 732
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57	126 800	161 150		161 150	121 844
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	235 200	343 692		343 692	325 707
	61	641 850	826 187	117 895	944 082	808 143
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	197 400	181 822	39 103	220 925	233 508
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	56 950	96 366	23 300	119 666	78 445
Autres	66	15 400	59 310	7 104	66 414	53 891
	67	269 750	337 498	69 507	407 005	365 844
	68	911 600	1 163 685	187 402	1 351 087	1 173 987

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	475 800	535 279		535 279	460 452
Autres frais	71		21 872		21 872	13 927
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	42 520	59 844		59 844	59 690
	74	518 320	616 995		616 995	534 069
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 141 490	(1 141 490)		